

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020

13 mai 2019

Original : français

Troisième session

New York, 29 avril-10 mai 2019

Relever le défi nucléaire nord-coréen

Cette déclaration a été endossée par les 70 États suivants : Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Colombie, Croatie, Danemark, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, Géorgie, Grèce, Honduras, Hongrie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, ainsi que par mon propre pays, la France.

Nous, États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, déplorons vivement la menace grave et persistante pour la paix et la sécurité régionales et internationales que représentent les programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques que la République populaire démocratique de Corée a développés et poursuit en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Nous saluons les deux sommets tenus entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée, ainsi que les trois sommets intercoréens de 2018, qui ont contribué à réduire les tensions et à rétablir le dialogue. Nous saluons également l'engagement réaffirmé de la République populaire démocratique de Corée vers une dénucléarisation complète. Toutefois, les mesures prises par la République populaire démocratique de Corée ne sont pas à la hauteur de cette intention qu'elle a exprimée. Nous encourageons la République populaire démocratique de Corée à éviter toute provocation. Nous appelons la République populaire démocratique de Corée à continuer les discussions avec les États-Unis sur la dénucléarisation.

Nous exhortons la République populaire démocratique de Corée à traduire ses paroles en actes et à prendre des mesures concrètes vers l'abandon complet, vérifiable et irréversible de toutes ses armes nucléaires et tous ses missiles balistiques ainsi que de tous les programmes associés, et à cesser immédiatement toutes les activités connexes, conformément à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ce n'est qu'en adoptant ces mesures concrètes que nous assurerons le maintien de la paix et la sécurité régionales et internationales. Cela contribuera également à la préservation



du régime international de non-prolifération, dont le Traité sur la non-prolifération demeure la pierre angulaire. Nous demeurons déterminés à renforcer à la fois le régime de non-prolifération et le Traité sur la non-prolifération.

Nous réaffirmons que la République populaire démocratique de Corée ne peut avoir et n'aura jamais le statut d'État doté de l'arme nucléaire conformément au Traité sur la non-prolifération, comme le stipulent les résolutions [1718 \(2006\)](#) et [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité, ainsi que le document final de la Conférence des parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Nous continuons d'exhorter la République populaire démocratique de Corée à s'acquitter pleinement de toutes les obligations qui lui incombent en vertu de l'ensemble des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, et à se conformer rapidement au Traité sur la non-prolifération et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous réaffirmons que nous appliquerons fidèlement et scrupuleusement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité; et nous appelons tous les États membres à appliquer pleinement toutes les sanctions du Conseil de sécurité. Nous nous engageons à cette fin à renforcer davantage encore la coopération internationale.
